

# **Forces de gauche et usage de la violence politique : le cas de la fin de la Question royale en Belgique**

## **Introduction**

La Question royale constitue un épisode de l'histoire de Belgique désormais bien étudié<sup>1</sup>. Si le déroulement des événements a été mis en lumière, il n'en demeure pas moins que les importantes grèves de l'été 1950 ont à la fois marqué fortement les esprits et présenté des formes d'action particulièrement radicales. C'est la position adoptée par le parti socialiste et par le parti communiste ainsi que par la Fédération Générale des Travailleurs de Belgique, syndicat socialiste, que nous proposons d'interroger ici à travers leur vision du conflit et, plus précisément, de l'usage de la violence politique. En effet, la violence qui a marqué le conflit a entraîné de multiples réactions parfois inattendues qui méritent d'être analysées afin de mieux comprendre la stratégie politique des acteurs en présence. Avant d'entrer dans le cœur du sujet, un petit résumé des étapes du conflit s'impose afin de mieux comprendre le déroulement des événements.

Déclaré dans « l'impossibilité de régner » en 1940 pour avoir refusé de suivre ses ministres en exil, avoir capitulé et s'être retrouvé prisonnier de l'occupant, le roi Léopold III est demeuré en

---

<sup>1</sup> GÉRARD-LIBOIS J. et GOTOVITCH J., *Léopold III : de l'an 40 à l'effacement*, Bruxelles, CRISP, 1991. THEUNISSEN P., *1950, le dénouement de la Question royale : cinq mois qui ébranlèrent la Belgique*, Bruxelles, Complexe, 1986. Voir également les différentes contributions qui éclairent plusieurs aspects du problème dans la partie « De la déportation à l'abdication : la Question royale (1944-1951) » dans DUJARDIN V., DUMOULIN M. et VAN DEN WIJNGAERT M., *Léopold III*, Bruxelles, André Versaille, 2013, p. 219 – 338.

Belgique pendant la guerre non sans critiquer la politique du gouvernement belge de Londres. À partir de 1944, il est emmené à Strobl en Autriche. À la Libération, les différents partis ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un éventuel retour du Roi, désormais en exil en Suisse. Ce qui s'appelle à présent la « question royale » va pourrir le climat politique de la Belgique de l'après seconde guerre mondiale. Pendant 6 ans, le frère du Roi, le Prince Charles, va assurer la régence. Les partis politiques sont divisés sur le problème : si les sociaux-chrétiens revendiquent en majorité le respect de la constitution et donc le retour de Léopold III, les libéraux sont plus partagés mais le plus grand nombre de ceux-ci s'oppose au souverain. Les socialistes prônent également un effacement de celui-ci alors que les communistes réclament la république. Une série de griefs sont avancés contre le souverain : sa politique dite de neutralité face à l'occupant, son remariage pendant l'Occupation et, surtout, un document appelé Testament politique rédigé en 1944 par le Roi et qui s'en prend violemment au gouvernement exilé à Londres. Ces reproches vont s'exacerber au fil des années et les différents camps qu'on appelle léopoldistes et anti-léopoldistes vont se livrer une guerre acharnée dans laquelle l'exagération des propos de part et d'autre n'a d'égal que leur virulence. En mars 1950, une consultation populaire est organisée. Plus de 57% des Belges se prononcent en faveur du retour de Léopold III. Toutefois, le scrutin reflète un important décalage régional, la Wallonie et Bruxelles s'y étant opposées en majorité. Aux législatives de juin, le parti social-chrétien obtient la majorité absolue et lève l'impossibilité de régner. Le retour du Roi est imminent, il se fera le 22 juillet dans un climat de manifestations, d'affrontements et bientôt de grève générale en Wallonie.

Nous proposons d'envisager ce climat violent comme une composante du processus du mouvement social qui a évolué en fonction des différentes revendications. Le mois de juillet est en effet marqué par la violence politique, aussi bien matérielle que verbale, dirigée contre les biens ou les personnes. Cette omniprésence de la violence doit être interrogée au-delà de son aspect spectaculaire : elle nous informe sur les objectifs des différents acteurs, leur stratégie mais également la manière avec laquelle ils se perçoivent mutuellement. Par l'usage de différentes sources d'archives (du parti communiste et du parti socialiste) mais également de la presse de l'époque, le tout complété par les différents travaux déjà réalisés, nous proposons de mettre en

lumière les relations de ces différents acteurs de gauche afin de mieux comprendre le déroulement du conflit.

### **Les différents acteurs en présence**

Le premier acteur important est le parti socialiste belge. L'attitude de celui-ci lors des grèves de 1950 doit se comprendre à la fois en fonction du temps long de l'histoire du parti mais également en fonction du temps court de la situation électorale. Sur le temps long, il faut savoir que le PSB n'a jamais été un parti révolutionnaire mais s'est, dès sa création, engagé dans la voie réformiste<sup>2</sup>. En 1946, il obtient 31.5% des voix aux élections législatives. Si les élections de 49 ne sont pas un échec pour les socialistes, le parti gardant ses 66 sièges, elles renforcent fortement les partis situés à sa droite, les libéraux et les sociaux-chrétiens. Cette situation va pousser le PSB à durcir ses positions sur la question royale, lui qui prône l'abdication<sup>3</sup>. La tactique fonctionne, aux élections de juin 1950 ils gagnent 7 sièges<sup>4</sup>.

Le second acteur majeur de la contestation est la FGTB, syndicat issu de la fusion de plusieurs centrales syndicales socialistes et communistes qui s'étaient créées pendant la seconde guerre mondiale. Cependant, dès 1948, les cadres communistes sont exclus de la FGTB et le syndicat est donc pleinement socialiste tout en étant indépendant du parti. Le syndicat s'était prononcé, dès la fin de la guerre, pour l'abdication de Léopold III. Pour la FGTB, le problème fondamental est le testament politique du Roi qui, pour

---

<sup>2</sup> La création date de 1885 et le parti avait alors choisi de s'appeler Parti Ouvrier Belge. Sur les débats idéologiques lors de la création du parti, voir LIEBMAN M., *Les socialistes belges 1885 – 1914 : la révolte et l'organisation*, Bruxelles, Vie Ouvrière, 1979.

<sup>3</sup> Le parti a participé jusqu'avril 1950 aux négociations pour une délégation de pouvoirs, négociations qui échoueront. THEUNISSEN P., *op. cit.*, p. 64 – 72 ; « Aspects du développement et du fonctionnement de l'Action Commune socialiste », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°248 (1963), p. 8.

<sup>4</sup> *Base de données des élections belges*, [en ligne], [http://www.ibzdgip.fgov.be/result/fr/result\\_ko.php?date=1950-06-04&vt=CK&ko\\_type=KO\\_RK&ko=263&party\\_id=](http://www.ibzdgip.fgov.be/result/fr/result_ko.php?date=1950-06-04&vt=CK&ko_type=KO_RK&ko=263&party_id=) (page consultée le 10/01/2019).

elle, signifie une tentative indiscutable d'exercice de pouvoir personnel et d'instauration du corporatisme en Belgique<sup>5</sup>.

Après la chute du gouvernement en juin 1949, les socialistes se trouvent dans l'opposition. Ils vont tenter de souder l'opposition au retour du Roi autour de l'Action commune c'est-à-dire la réunion des quatre branches traditionnelles du mouvement socialiste en Belgique : le parti, le syndicat, les mutuelles et les coopératives<sup>6</sup>. Si le combat commun est de mise, plusieurs responsables de la FGTB craignent que le Comité National d'Action Commune (CNAC) soit dominé par le parti socialiste et veulent des garanties afin de ne pas être dupes<sup>7</sup> et, à partir du mois d'avril, les deux revendications sont liées : refus de Léopold III et convocation d'une conférence nationale du Travail afin de répondre aux revendications sociales des syndicats.

Un autre acteur important est le parti communiste belge. Ce dernier a véritablement vu son électorat s'étioler en quelques années. Alors qu'il avait obtenu plus de 12% des voix aux législatives de 1946 et que des ministres communistes étaient présents au gouvernement depuis fin 1944, ils le quittent en 1947. Aux élections de juin 50, les communistes ne représentent plus que 4,75% des électeurs<sup>8</sup> mais gardent une influence notable sur les travailleurs des bassins industriels. Leur position lors de la Question royale, du point de vue idéologique, est de loin la plus radicale car ils se proclament républicains. Leur opposition, dès lors, dépasse la personne du souverain pour s'attaquer au régime dans son ensemble. Depuis leur exclusion du gouvernement en 1947 ils mènent une politique de radicalisation des conflits sociaux, se faisant les soutiens de chaque revendication sociale et des grèves. Dans ce contexte de guerre froide, ils envisagent la Question royale comme une question moins importante que celle des revendications sociales et de la lutte pour la paix mais ils voient dans le retour du Roi une claire avancée de la réaction et un soutien des Américains : ils vont donc lier leur combat contre Léopold III au progrès des revendications sociales et au refus de la « vassalisation » de la

---

<sup>5</sup> TILLY P., *André Renard*, Bruxelles, Le Cri, p. 294 – 298.

<sup>6</sup> « Aspects du développement... », *op. cit.*, p. 6-8.

<sup>7</sup> TILLY P., *op. cit.*, p. 298.

<sup>8</sup> *Base de données des élections belges*, *op. cit.*

Belgique envers les USA<sup>9</sup>. Ces positions entraînent de fortes inimitiés entre communistes et socialistes.

Le parti libéral a quant à lui participé aux différentes négociations en prônant également un effacement du Roi, même si le parti est divisé sur la question<sup>10</sup>. Enfin, face à l'opposition au Roi, il y a le gouvernement catholique, qui de plus, possède la majorité absolue dans les deux chambres depuis les élections de juin 1950 et qui a pour principal objectif de ramener le Roi<sup>11</sup>.

Afin de saisir la dynamique du mouvement social du mois de juillet, nous avons choisi de nous arrêter sur certains épisodes violents et les attitudes qu'ils ont suscités. Il est bien évident que toute une série d'autres épisodes auraient pu être abordés mais notre objectif n'étant pas de faire un recensement exhaustif de l'ensemble des violences, nous avons choisi de sélectionner les éléments permettant de développer l'analyse. Pour une revue plus complète et factuelle des événements, le lecteur pourra se tourner vers les travaux déjà cités<sup>12</sup>.

## **La manifestation en l'honneur du Régent**

Le 9 juillet a lieu une manifestation d'hommage au Régent. Elle est organisée par le Comité national d'action commune et ne se veut théoriquement pas politique. Elle est sensée être un hommage à celui qui a dirigé le pays pendant 6 ans. Cependant, en filigrane,

---

<sup>9</sup> TERFVE J., « La Question royale », in *Communisme*, n°9 (décembre 1949), p. 28.

<sup>10</sup> Dès 1945, le parti se proclame pour l'effacement du Roi tout en réaffirmant son soutien à la monarchie. BRASSINNE J., « Les libéraux et les problèmes bruxellois (1945 – 1962) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°1219, p. 12. Pour plus de détails voir VAN OFFELEN J., *Les libéraux contre Léopold III. Les débats secrets des partisans de l'abdication*. Bruxelles, Didier Hatier, 1988.

<sup>11</sup> Notons aussi l'existence du syndicat chrétien (CSC), bien implanté en Flandres mais qui n'a pas soutenu les grèves et a dénoncé l'attitude de la FGTB quand bien même certains de ses membres ont participé individuellement aux mobilisations.

<sup>12</sup> Une chronique très précise des événements est présentée dans DOLHET M., *Le dénouement de la Question royale : juillet, août 1950*, mémoire de licence en histoire, inédit, UCL, 2001.

elle apparaît clairement comme anti-léopoldiste : les manifestants vont insister sur celui qu'on appelle le Prince résistant (quand bien même il n'a jamais intégré la résistance). Les consignes des socialistes sont claires : elle doit se faire dans le calme et les militants ne doivent pas porter d'uniformes politiques, ne pas chanter de chants politiques, ne pas présenter de calicots qui n'auraient pas été approuvés par le comité organisateur. Alors que les socialistes invitent les libéraux à se joindre à eux, ils ne tendent pas la main aux communistes et leur font bien comprendre qu'ils doivent se faire discrets lors de l'évènement<sup>13</sup>. Dès lors, le parti communiste va décider de manifester aux côtés des partisans armés et du front de l'indépendance, en s'accrochant aux symboles qui ont fait son succès lors de la Résistance<sup>14</sup>.

Les socialistes confirment qu'ils sont la force majeure de l'opposition à Léopold III avec cette manifestation qui se déroule sans incident. Ils sont parvenus à mobiliser entre 60 et 100 000 personnes dans le calme<sup>15</sup> et ont joué sur l'ambiguïté des communistes. En effet, ceux-ci sont de facto placés dans une position délicate : eux qui se proclament républicains ne parviennent pas à être crédibles lorsqu'ils participent à la manifestation d'hommage alors même qu'ils n'ont pas été invités. Contraints de s'aligner sur le mot d'ordre socialiste, ils perdent encore un peu plus de marge de manœuvre dans la conduite de l'opposition au Roi. Les socialistes participent en outre à la construction d'un mythe à partir duquel ils peuvent capitaliser les critiques contre Léopold III : le mythe du Prince régent, un prince résistant qui a lutté aux côtés des travailleurs alors que Léopold III est le roi de la réaction, de l'abdication face à l'ennemi et le Roi d'un seul parti, le parti social-chrétien.

## **Grèves et violence politique**

Dès le mois de juin, les socialistes s'étaient interrogés sur les formes concrètes d'opposition à mettre en place si le Roi revenait. Au-delà de l'opposition parlementaire, le bureau du parti fait le

---

<sup>13</sup> Bruxelles, IEV, PSB, *Procès-verbaux du bureau*, séances du 3 et du 7 juillet 1950.

<sup>14</sup> Bruxelles, CARCOB, PCB, *Procès-verbaux du bureau*, 8 juillet 1950.

<sup>15</sup> THEUNISSEN P., op. cit., p. 84 – 85.

souhait de contre-manifestations visibles par le Roi et, pour obtenir une large mobilisation, il liera revendications sociales et départ de Léopold III. Dès le retour du Roi le 22 juillet, de nombreuses rixes vont opposer léopoldistes et anti-léopoldistes. Tous les mandataires socialistes décident également de rendre leurs décorations et refusent de se présenter devant le Roi. Le souvenir de la résistance et de la lutte contre l'occupant va de plus en plus être activé : la presse publie des appels à la résistance et les paroles du chant des partisans font les gros titres du journal syndical *La Wallonie*. Le 27 juillet à la Chambre, les socialistes maintiennent ce climat de surenchère, Spaak allant jusqu'à clamer que la Révolution ne lui fait pas peur<sup>16</sup>.

Les différentes centrales de la FGTB, elles, fortes de leur capacité à mobiliser les travailleurs, appellent de manière désordonnée à la grève qui ne sera générale qu'à partir du 27 juillet, même si de nombreuses grèves ont déjà touché plusieurs parties du pays depuis le milieu du mois. Désormais, les mots d'ordre sont durs et sortent de la légalité : il faut laisser noyer les charbonnages, abandonner l'outil et André Renard, le secrétaire de la FGTB de Liège, n'hésite pas à expliquer dès le 27 juillet que les mots insurrection et révolution ont désormais pour les travailleurs un sens concret<sup>17</sup>.

Entre le 25 et le 27 juillet, de nombreux actes de sabotages avaient déjà endommagé les lignes de chemin de fer, les ponts, des cabines électriques ou des bâtiments<sup>18</sup>. Cette situation rappelle clairement la résistance. Le Parti socialiste qui capitalise donc depuis un moment sur le lien entre la lutte pendant la guerre et le combat actuel ne peut pas, dès lors, se prononcer contre le mouvement. C'est cette stratégie de la surenchère qui a dominé l'action socialiste dans les derniers jours de juillet. En effet, certains des saboteurs arrêtés sont des syndicalistes de la FGTB alors que ceux qui font fermer les magasins sont parfois des parlementaires

---

<sup>16</sup> *Annales de la Chambre des représentants*, session 1950, 27 juillet 1950, p. 13.

<sup>17</sup> TILLY P., *op. cit.*, p. 306 – 307.

<sup>18</sup> Les différents actes de sabotages sont répertoriés dans les rapports de la Sûreté de l'État publiés dans DUVIEUSART J., *La Question royale : crise et dénouement – juin, juillet, août 1950*, Bruxelles, CRISP, 1975, p. 208 – 211.

socialistes. Condamner les actes reviendrait à s'aliéner une partie du mouvement et, peut-être, à offrir une place plus grande aux communistes.

Dans leurs journaux<sup>19</sup>, les socialistes se contentent donc juste de recenser les sabotages et refusent de voter une résolution qui les condamne au Sénat, estimant notamment que c'est l'attitude du gouvernement qui a engendré la réaction violente<sup>20</sup>. De ce point de vue, ils se montrent plus radicaux que les communistes qui, aussi bien dans leur organe officiel, *Le Drapeau Rouge*, qu'à la Chambre, dénoncent les attentats comme étant des formes individualisées de violence alors que le mouvement doit nécessairement être de masse. Si les communistes estiment que la violence est nécessaire dans le conflit social, notamment pour résister à la gendarmerie, ils insistent sur le fait qu'elle doit être collective et que les actions individuelles doivent être condamnées<sup>21</sup>.

Du côté du journal syndicaliste et socialiste *La Wallonie*, les événements violents qui ont débuté dès la mi-juillet, lorsqu'ils sont le fait des grévistes, sont présentés sous un aspect légitime et même ludique : par exemple, le 15 juillet, les pavés volent contre un tramway pour « lui apprendre la civilité » alors que les pierres détruisent les vitrines d'un magasin « pour lui faire prendre conscience que ce samedi c'est grève pour tout le monde »<sup>22</sup>. Quant aux sabotages, le journal se réjouit que les cabines électriques « pètent en l'air comme aux plus beaux temps de l'occupation »<sup>23</sup>.

Du côté des communistes, c'est la violence collective des bagarres et des rixes qui est clairement légitimée comme un moyen

---

<sup>19</sup> Cette analyse a été effectuée en dépouillant le journal officiel du PSB, *Le Peuple*, ainsi que le journal officiel de la fédération liégeoise du PSB, *Le Monde du Travail*.

<sup>20</sup> *Annales parlementaires du Sénat*, session 1950, 27 juillet 1950, p. 193 – 196.

<sup>21</sup> *Annales parlementaires de la Chambre*, session 1950, 27 juillet 1950, p. 19.

<sup>22</sup> « Dans toute la Wallonie, les grèves de protestation ont été couronnées de succès », in *La Wallonie*, 17 juillet 1950, p. 1.

<sup>23</sup> « La Résistance au gouvernement du Roi se manifeste », in *La Wallonie*, 25 juillet 1950, p. 1.



de résister à un État fascisant dont l'attitude « entraîne et justifie l'usage de la violence par les masses anti-léopoldistes »<sup>24</sup>.

Il faut noter que c'est ce climat insurrectionnel qui va rapprocher, durant les cinq derniers jours du mois de juillet, communistes et socialistes. Le PCB se réjouit que les communistes soient désormais invités aux meetings, il souligne également l'immense pression de la masse sur les socialistes, d'autant plus que la FGTB et notamment André Renard, sont prêts à aller très loin dans l'action<sup>25</sup>. Cette unité nouvelle des socialistes et communistes est également relevée à Liège par la police judiciaire dans ses rapports. Ce climat d'insurrection préoccupe fortement les responsables du maintien de l'ordre : face à la multiplication des actes violents De Vleeschauwer, le ministre de l'Intérieur, écrit à l'ensemble des bourgmestres afin de leur rappeler le respect de la constitution et donc de veiller au maintien de l'ordre<sup>26</sup>. C'est ici le problème des polices communales qui est en jeu. Dans le procès verbal du conseil des ministres du 28 juillet, les ministres estiment qu'il n'est plus possible de compter sur elles pour le maintien de l'ordre. Seuls sont désormais disponibles la gendarmerie et l'armée<sup>27</sup>. Cela correspond à l'image que la presse socialiste renvoie des forces de l'ordre : les gendarmes y sont dépeints comme provocateurs, agressifs et brutaux alors que la police communale, généralement sous les ordres de bourgmestres socialistes dans les grandes villes wallonnes, est dépeinte comme conciliante, apaisante et compréhensive du mouvement social.

À Liège, les rassemblements de plus de trois personnes sont interdits à partir du 28 juillet alors que les incidents se multiplient et que la FGTB bloque l'ensemble des routes et délivre des laissez-passer. Le 29 juillet, les forces de gendarmerie tiennent le centre de la ville et ne cessent de devoir refouler les manifestants. Les ponts de la Meuse sont tenus par les gendarmes mais des échauffourées

---

<sup>24</sup> « Communiqué du bureau du PCB », in *Le Drapeau rouge*, 30 juillet 1950, p. 2.

<sup>25</sup> Bruxelles, CARCOB, PCB, *Procès-verbaux du bureau*, 27 juillet 1950.

<sup>26</sup> L'ENTRÉE J., *La gestion du maintien de l'ordre en Belgique sous l'œil de la police judiciaire près le parquet du procureur du Roi de Bruxelles et de la gendarmerie*, mémoire de licence en histoire, inédit, UCL, 2014, p. 29.

<sup>27</sup> Bruxelles, Archives Générales du Royaume, *Procès-verbaux du Conseil des ministres*, n°9, 28 juillet 1950, p. 6 – 7.

éclatent, des barrages sautent. Les manifestants parviennent même à désarmer les gendarmes et à jeter leurs armes dans la Meuse<sup>28</sup>. Les différents rapports de police évoquent les nombreux heurts qui ont lieu ce jour : les manifestants bombardent les gendarmes de projectiles et ceux-ci répondent avec des grenades lacrymogènes, des grenades 69 (explosives) et des tirs de mitraillettes ou de pistolet qui, heureusement, ne blesseront personne<sup>29</sup>. On le comprend, dans les deux camps, la tension est à son comble. Les gendarmes chargent sabre au clair, et utilisent leurs armes à une époque où le processus de professionnalisation du maintien de l'ordre est encore balbutiant.

À Bruxelles, les bagarres opposant gendarmerie et manifestants font plusieurs blessés et les images font même la une du *Sunday Mirror* à New-York<sup>30</sup>. Aucun appel au calme n'est réalisé du côté des opposants de gauche qui font désormais front et se contentent de renvoyer le gouvernement à ses responsabilités et à appeler les soldats à ne pas tirer sur leurs frères. De l'huile est même jetée sur le feu par la dénonciation permanente d'une violence inédite de la part des gendarmes. La pression avait d'ailleurs encore augmenté d'un cran lorsque le samedi 29 juillet, la FGTB et les socialistes avaient appelé à une marche sur Bruxelles, suivis dans cette initiative par les communistes.

L'après-midi, dans un village de l'agglomération liégeoise, Grâce-Berleur, lors d'un meeting socialiste interdit, l'intervention des gendarmes dérape, il y aura 4 morts parmi les manifestants. L'évènement est tragique. Il aura pour fonction de catalyser encore plus la colère des anti-léopoldistes contre les gendarmes<sup>31</sup>. La tension est donc à son comble le 30 juillet au soir alors que les journaux de gauche appellent tous les travailleurs à répondre à la

---

<sup>28</sup> DERUETTE S., « Masses rebelles : l'été 50 et l'hiver 60 », in MORELLI A. (dir.), *Rebelles et subversifs de nos régions des Gaulois jusqu'à nos jours*, Charleroi, Couleur livres, 2011, p. 239 – 240.

<sup>29</sup> L'ENTRÉE J., *op. cit.*, p. 30.

<sup>30</sup> « Riot in Brussel over return of belgian monarch », in *Sunday Mirror*, 30 juillet 1950, p. 1.

<sup>31</sup> Sur cet évènement et ses commémorations voir KESTELOOT C., « Grâce-Berleur : het rode café. De doden van de koningskwesie », in TOLLEBEEK J. BUELENS G., DENECKERE G., KESTELOOT C. et DE SCHAEFDRIJVER S., *België. Een parcours van herinnering*, Amsterdam, Bert Bakker, 2008, p. 84-97.

violence des gendarmes par une mobilisation maximale pour la marche sur Bruxelles.

Cette marche risque d'être sanglante. Les tractations ont lieu dans la nuit du 31 juillet au 1<sup>er</sup> août entre le Roi et ses ministres. Le matin, un compromis est trouvé : Léopold III s'effacera jusqu'à la majorité de son fils Baudouin auquel il délègue ses pouvoirs. Lorsque ce dernier sera majeur, Léopold III abdiquera. Quant aux revendications syndicales, le gouvernement accepte la convocation d'une conférence du travail. Ce climat de pression d'une part, de peur de l'autre et de risque d'affrontements gravissimes lors de la marche sur Bruxelles ont donc entraîné la résolution du conflit. La FGTB appelle alors à stopper la marche sur Bruxelles, la manifestation ne doit plus avoir lieu. Les orateurs du parti socialiste se succèdent à Bruxelles pour calmer les travailleurs, les faire défiler dans le calme et empêcher les communistes de réussir à les entraîner dans la poursuite de la lutte<sup>32</sup>.

Alors que les quelques jours de la fin du mois de juillet se déroulent dans un climat de quasi guerre civile, les semaines et les mois qui suivent vont être marqués par l'apaisement de la part du parti socialiste qui ne va presque plus jamais évoquer cette lutte qui est pourtant une victoire<sup>33</sup>. C'est là toute l'ambiguïté du parti qui a jeté toutes ses forces dans le combat mais qui ne veut en aucun cas sortir du cadre de la démocratie parlementaire. Dès lors, le parti va tenter de faire oublier son attitude de légitimation de la violence politique. Le parti annule plusieurs activités qui devaient célébrer la victoire comme la projection d'un film et la publication d'un ouvrage historique qui abordait notamment l'aspect insurrectionnel des grèves<sup>34</sup>. En effet, si les socialistes ne veulent pas qu'on leur

---

<sup>32</sup> Isabelle Blume, *entretiens recueillis et présentés par José Gotovitch*, Bruxelles, Fondation Joseph Jacquemotte, 1976, p. 171 – 173.

<sup>33</sup> STENGERS J., « Une enquête d'histoire orale sur la Question royale », in *Revue belge de philologie et d'histoire*, vol. 82, n°1, fasc. 2 (2004), p. 379 – 380.

<sup>34</sup> L'ouvrage en question aurait été dirigé par des chercheurs de l'Institut Emile Vandervelde (R. Evalenko et S. Bernard). Ce dernier envoie déjà le plan détaillé de l'ouvrage au président du parti, Max Buset. La deuxième partie devait être consacrée à « la phase insurrectionnelle » et « tirer de l'évènement des leçons qu'il comporte du triple point de vue : de l'action ouvrière ; de la tactique insurrectionnelle ; de l'exercice du pouvoir démocratique en période de troubles ». L'ouvrage ne paraîtra cependant

colle l'étiquette d'agitateurs et de subversifs, ils doivent désormais se montrer contents du résultat obtenu et ne pas insister sur un mouvement social qui a contre lui une partie notable du peuple belge qui avait soutenu le Roi.

Un exemple éloquent de cette construction mémorielle est l'ouvrage d'un militant socialiste témoin des grèves : il en fera une forme de récit épique, une énorme fête qui a beaucoup plus rassemblé que divisé les Belges. Les gens auraient arrêté le travail sans rechigner et les violences ne sont évoquées que lorsqu'elles émanent des communistes. Le rire domine le mouvement social qui se fait dans la convivialité et les grévistes se montrent compréhensifs lorsqu'il faut laisser entretenir l'outil. L'auteur va jusqu'à présenter une grève moderne, qui s'éloigne de celles d'avant la guerre. Il se moque d'un vieil ouvrier qui veut une grève plus violente, et conclut : « le siècle du char d'assaut a tué le temps où l'on mourrait sur les barricades »<sup>35</sup>. Désormais, la grève doit se faire dans l'ordre, doit être apaisée et de ce fait elle est légitime.

Les communistes vont également produire leur récit des événements de juillet mais celui-ci est loin d'être écrit sur le même ton d'apaisement. D'autant plus que quelques semaines après les événements, le président du parti, Julien Lahaut, est assassiné chez lui par des anti-communistes après avoir crié lors de la présentation du futur roi Baudouin devant les Chambres un « Vive la République »<sup>36</sup>. Ils dénoncent donc plus que jamais une fascisation du pays. Leur récit des événements de juillet est celui d'un peuple qui s'est levé contre les éléments réactionnaires mais également pour des revendications sociales fortes et face à ce mouvement, le gouvernement n'a pu répondre que par la violence des gendarmes. Dans une brochure qui fait le bilan des événements, la résistance ouvrière est décrite largement avec les barricades et les jets de pavés. La justification de l'usage de la violence est ainsi faite :

---

jamais, probablement dans un souci d'apaisement et de retour à une pratique politique normalisée de la part du PSB. Bruxelles, IEV, Fonds Max Buset, Question royale, n°138-139, *Lettre de S. Bernard à M. Buset* (+ annexes), 19 février 1951.

<sup>35</sup> BETH J., *Nous la rue : histoire non romancée des grèves de juillet 50 et de la marche sur Bruxelles*, ICO, La Louvière, 1950, p. 41 – 42.

<sup>36</sup> GERARD E., de RIDDER W. et MULLER F., *Qui a tué Julien Lahaut ? Les ombres de la guerre froide en Belgique*, Waterloo, Renaissance du livre, 2015.

« rien ne s'obtient sans lutte et toutes les victoires ouvrières ont coûté de grands sacrifices. C'est démobiliser la classe ouvrière que de lui parler de victoire sans combats »<sup>37</sup>. L'usage de la violence paraît nécessaire aux communistes pour aller jusqu'au bout et garder cette posture révolutionnaire qu'ils déniaient aux socialistes, redevenus les ennemis qui sont à la solde des américains et qui trahissent la classe ouvrière.

## Conclusion

Si on se base sur les concepts de Charles Tilly<sup>38</sup>, on peut expliquer le dénouement de la Question Royale comme un mouvement social dont le processus s'est déroulé de la manière suivante : plusieurs acteurs se coordonnent pour mener une action collective, à savoir le refus de Léopold III. Afin de créer des coalitions, la base des revendications est élargie aux revendications sociales. Le conflit du mois de juillet va mettre en œuvre des mobilisations de différentes ressources pour promouvoir cette revendication : la manifestation en l'honneur du régent, le renvoi des décorations socialistes, l'activation et la médiatisation du thème de la résistance, les grèves d'avertissement, la grève générale avec l'abandon de l'outil et enfin la marche sur Bruxelles. C'est cette coordination menée par le parti socialiste avec la FGTB tout en tendant la main aux libéraux et, à la fin du conflit, aux communistes, qui a créé la mobilisation suffisante pour faire fléchir le gouvernement. La radicalisation du conflit entraîne la justification de l'usage de la violence politique présentée comme la seule réponse possible à un gouvernement qui veut imposer le Roi d'un seul parti. Dès lors, aussi bien la FGTB que le parti socialiste ne condamneront pas les sabotages, les dégâts aux infrastructures ou les rixes. Seule la violence des gendarmes, perçus comme le bras armé de la réaction, sera vivement décriée. Toutefois, l'union des forces anti-léopoldistes ne va pas sans créer des ressentiments car la solution du conflit entraîne la radicalisation des communistes qui souhaitent une abdication directe et réclament à nouveau la République. Enfin, si le conflit a pu s'élargir à ce point et prendre

---

<sup>37</sup> Liège, Fonds d'Histoire du mouvement wallon, *La grande grève de juillet : brochure éditée par le PCB*, [fin 1950].

<sup>38</sup> TILLY C. et TARROW S., *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2<sup>ème</sup> éd. augmentée, 2015.

une telle ampleur, c'est également dû à la faible capacité du régime en Belgique à cette époque. Le gouvernement est contesté par une très large partie de la population et lorsque le conflit va s'étendre, les forces de gendarmerie dont il dispose ne suffisent pas, il doit faire appel à l'armée et faire revenir des bataillons d'Allemagne. La division créée par la consultation populaire puis par les élections de juin a fortement réduit la légitimité de l'Etat et donc sa capacité à intervenir en Wallonie. Dans les bassins industriels, l'État n'est plus reconnu, comme le reflète cette sentence du syndicat socialiste publiée lors du retour du souverain: « Léopold III n'est plus le Roi des belges et à plus forte raison celui des travailleurs »<sup>39</sup>. La courte majorité électorale du gouvernement n'aura pas suffi à contredire la sentence.

**Elie Teicher**

---

<sup>39</sup> « La FGTB appelle les travailleurs à rentrer dans la Résistance », in *La Wallonie*, 24 juillet 1950, p. 1.